



La chronique de  
**CATHERINE AUBERTIN**

économiste de l'environnement, directrice de recherche  
à l'IRD et membre de l'UMR Paloc  
au Muséum national d'histoire naturelle, à Paris

## DES GUERRES CONTRE NATURE

**Le conflit en Ukraine, par ses répercussions sur la production agricole, se double d'une guerre contre la nature au nom de la sécurité alimentaire. Quel aveuglement !**



L'Ukraine, un champ de bataille pour plusieurs guerres.

**E**n février 2021, Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies, déclarait : « Pendant trop longtemps, nous avons mené une guerre insensée et suicidaire contre la nature. » La pandémie de Covid venait de souligner les liens entre la santé de la planète et celle des humains et des autres vivants. Pourtant, les milliards de dollars des plans de relance ont contribué avant tout à celle de la croissance économique et à atteindre en 2021 un niveau record d'émissions mondiales de CO<sub>2</sub>.

Aujourd'hui, cette déclaration reprend tout son sens avec la guerre en Ukraine, que l'on peut aussi analyser comme un conflit pour l'usage des meilleures terres agricoles. En brandissant la menace sur la sécurité alimentaire, sans admettre que celle-ci commence par le maintien de terres en bon état, les politiques et les lobbies de l'agriculture industrielle poursuivent leur guerre contre la nature.

Scientifiques et ONG ont fortement réagi aux déclarations du Commissaire

européen à l'agriculture Janusz Wojciechowski : « Si la sécurité alimentaire est en danger, alors nous devons réexaminer les objectifs de la stratégie F2F (*Farm to Fork*, soit "De la fourche à la fourchette") et les corriger [...] »

On ne nourrira pas  
le monde avec  
une nature dévastée

Le F2F, volet agricole du Pacte vert, s'inspire des rapports du Giec et de l'IPBES pointant l'agriculture industrielle comme principale cause des émissions de gaz à effet de serre et de destruction de la biodiversité. Il vise à réduire l'usage des pesticides et des engrais à l'horizon 2030. Il soutient la conversion d'un quart des terres cultivées à l'agriculture biologique et la diminution de 10% de l'emprise agricole.

Bien avant la guerre en Ukraine, les lobbies de l'agrochimie avaient dénoncé un plan de décroissance, estimant une chute jusqu'à 30% de la production agricole par des calculs ne prenant en compte ni l'évolution de la demande ni les innovations agricoles. Le gouvernement français était déjà revenu sur l'interdiction des néonicotinoïdes pour les betteraviers et faisait traîner celle du glyphosate. Puis, au son du slogan « Numérique, Robotique et Génétique » de son plan France 2030, le président a appelé notamment lors du salon de l'agriculture à produire plus.

A-t-on besoin de produire plus quand, dans l'Union européenne, 43% de la biomasse et les deux tiers des surfaces agricoles sont consacrées à l'alimentation animale, contre 13% à l'alimentation humaine, 23% pour les biomatériaux et 20% pour l'énergie, et alors que 20% de la production est perdue par gaspillage ?

Produire plus nécessiterait d'augmenter les rendements et étendre les surfaces cultivées. Or les rendements de l'agriculture industrielle ont atteint un plateau. L'utilisation accrue d'intrants dépendants du pétrole et du gaz naturel n'y changerait pas grand-chose, mais aggraverait encore la dégradation des sols, la réduction de la biodiversité et l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Quant à l'extension de l'agriculture intensive permise par la commission européenne sur les 4% de jachères prévues par la PAC, elle déstockera du carbone et menacera les surfaces à « haute valeur naturelle » dans les zones de production agricole. Ces coûts seront-ils imputés aux productions ?

Et pour qui s'agit-il de produire plus ? La sécurité alimentaire est une question d'accès à la nourriture pour les populations à faibles revenus ou victimes de conflits. Quant à « nourrir l'Afrique », il serait opportun de renforcer le programme alimentaire mondial, d'aider à diversifier l'alimentation de base et de réduire la dépendance aux importations dont le prix dépend des spéculateurs et... des guerres. Faut-il répondre à la guerre entre les hommes en intensifiant celle contre la nature ? ■